



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général
Service de la statistique
et de la prospective

**DEMANDE D'INFORMATIONS
(REQUEST FOR INFORMATION)**

SOLUTION DE COLLECTE POUR LE RIDEA

NOTE À L'ATTENTION DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

DATE DE REMISE DES REPONSES AU PLUS TARD LE **19 DECEMBRE 2025 A 12H00**

VIA LA PLATE-FORME DES ACHATS DE L'ÉTAT (PLACE)

Table des matières

Article I - Principes généraux	2
Article II – L'enquête RIDEA : cadre général du projet	2
Article III – Objet de la demande d'informations	3
Article IV – Description précise du projet	4
Logiciel d'enquête	4
Accompagnement des équipes	7
Prestations complémentaires	7
Calendrier	7
Article V – Protection des informations communiquées	8
Article VI – Modalités de correspondance et de remise des réponses	8

Article I - Principes généraux

La présente demande d'informations ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire, et de la Souveraineté alimentaire (MAASA) à lancer ultérieurement une opération sur le même objet. Réciproquement, les réponses à la demande d'informations ne constitueront pas des engagements contractuels ou précontractuels de la part de leurs auteurs.

Cette demande d'informations se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par le MAASA, afin de recueillir des éléments techniques, calendaires et financiers d'arbitrage.

Article II – L'enquête RIDEA : cadre général du projet

Le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, appelé ci-après « l'Administration », réalise annuellement une enquête relative aux données comptables et technico-économiques d'exploitations agricoles, appelée Réseau d'information comptable agricole (Rica). Mis en place en 1968 par la Commission européenne, le RICA est une source de données unique sur les revenus des exploitations agricoles et leur fonctionnement économique, ce qui en fait un outil central pour l'analyse des revenus des exploitations agricoles et l'évaluation des dispositifs de la Politique agricole commune. Cette enquête s'appuie sur un échantillon de près de 80 000 exploitations agricoles, réparties dans chaque État membre. En France, l'échantillon porte sur environ 7 200 exploitations agricoles. La participation au RICA est volontaire. La collecte des données est confiée aux offices comptables des exploitants. Cette enquête va évoluer considérablement dans les prochaines années, nécessitant la refonte des outils de collecte.

La transformation du Rica en un réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles (Ridea) s'inscrit dans le cadre de la stratégie européenne « de la ferme à la table », déclinaison du Pacte Vert pour une alimentation durable. Cette transformation consiste à étendre les thématiques de l'enquête, actuellement limitées à des aspects économiques et techniques, aux questions de durabilité (environnementale, sociale et économique) des exploitations agricoles. Cette évolution a été actée par l'adoption, en 2023 et 2024 de plusieurs règlements, notamment le règlement (UE) 2023/2674 et le règlement (UE) 2024/2746. Ces règlements spécifient les nouvelles informations sur la durabilité des exploitations agricoles qui devront être collectées, en plus des données comptables actuelles. Ils définissent également le calendrier de mise en œuvre de l'enquête, avec une entrée en vigueur dès l'année de déclaration 2025 (dont les données sont à collecter en 2026), mais une pleine application pour l'année de déclaration 2028 (à collecter en 2029). S'agissant de la France, l'essentiel des nouvelles informations du RIDEA sera en effet à collecter en 2029 pour l'année de déclaration 2028.

Cette mise en œuvre progressive vise à permettre l'adaptation des systèmes d'information des Etats membres à la quantité d'informations nouvelles à collecter, ainsi que l'adaptation de leur dispositif de collecte. Toutefois, les règlements européens imposent aux Etats membres que le déploiement opérationnel du RIDEA intervienne au plus tard fin 2027.

La transformation de l'enquête RICA en RIDEA nécessitera de revoir profondément l'organisation de la collecte. Contrairement au dispositif actuel, celle-ci conduira à interroger directement les agriculteurs, qui seuls sont à même de fournir l'ensemble des nouvelles informations, notamment environnementales, demandées par le RIDEA. Le mode précis d'interrogation des agriculteurs n'est pas encore déterminé : les offices comptables pourront se charger d'interroger directement les agriculteurs, ou si ceux-ci ne sont pas en mesure de le faire, la collecte pourra être confiée à des enquêteurs, par exemple ceux du MAASA. Afin de limiter au maximum l'accroissement de la charge de collecte des nouvelles informations, notamment auprès des agriculteurs, le SSP prévoit de mobiliser, autant que possible, des données administratives et des sources de données existantes.

L'ensemble de ces changements conduit le SSP à envisager le changement complet de son outil informatique de collecte. C'est dans cette perspective que se place cette demande d'informations.

Article III – Objet de la demande d'informations

La présente demande d'informations a pour objet de réunir les éléments nécessaires à la définition des conditions générales d'acquisition d'une solution destinée à la collecte des données de l'enquête RIDEA, ainsi qu'à l'accompagnement requis pour sa mise en œuvre, à savoir :

- L'acquisition d'un logiciel ou de licences logicielles permettant la réalisation d'enquêtes CAWI complexes ;
- Le développement et l'intégration des fonctionnalités nécessaires à la réalisation du RIDEA, si celles-ci s'avéraient absentes de la solution retenue ;
- La fourniture de prestations d'accompagnement et de formation, couvrant les aspects liés à l'intégration, à la gestion et à l'administration des enquêtes, ainsi que ceux relatifs au logiciel, à l'hébergement et à la maintenance.
- La fourniture de prestations d'accompagnement visant à assurer la transcription du questionnaire actuel vers la solution retenue ;
- En option (via clause de réexamen) : l'acquisition d'un logiciel ou de licences logicielles permettant la réalisation d'enquêtes CAPI ;
- En prestations complémentaires : le développement et l'intégration de fonctionnalités nécessaires à la réalisation d'autres enquêtes statistiques du SSP.

Cette demande d'informations doit permettre au SSP d'identifier :

- Les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins ;

- Les solutions techniques proposées ;
- Les prérequis nécessaires à la mise en œuvre des solutions proposées.

Article IV – Description précise du projet

Logiciel d'enquête

Le marché aurait pour objectif principal l'acquisition d'un logiciel ou de licences logicielles permettant le développement, la gestion et le déploiement d'un questionnaire web, ainsi que le développement des fonctionnalités nécessaires à la conduite de l'enquête RIDEA, dans l'hypothèse où celles-ci seraient absentes du logiciel retenu.

Dans l'état actuel des réflexions, le logiciel d'enquête devrait disposer des fonctionnalités rendues nécessaires par les opérations décrites ci-dessous :

Gestion de plusieurs profils d'utilisateurs :

Le processus de collecte du RICA et du RIDEA fait intervenir plusieurs acteurs :

- Une centaine de comptables (salariés des offices comptables partenaires de l'enquête, désignés aussi par opérateurs de saisie) effectuent, dans le dispositif actuel, la saisie des informations techniques et comptables des exploitations, ces informations étant rassemblées dans un questionnaire appelé « fiche d'exploitation RIDEA ». La transformation de l'enquête vers le RIDEA pourrait faire intervenir d'autres employés des offices comptables, tels que les conseillers environnement, en particulier dans le cas où la collecte des nouvelles informations extracomptables du RIDEA resterait à la charge des offices comptables. Les comptables sont chargés de la saisie de quelques fiches à plusieurs dizaines. Ils utilisent pour cela, dans le dispositif actuel, une application web sécurisée.
- Une trentaine d'agents des DRAAF (désignés par la suite par « responsables régionaux de la collecte ») sont en charge de la gestion de l'enquête au sein de chaque région (ainsi qu'à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe). Ils gèrent les habilitations des comptables de leur région et valident les fiches saisies. Ils doivent donc avoir accès, pour leur région, à l'ensemble des fiches des exploitations de l'échantillon, et disposer de fonctionnalités d'habilitation et de validation.
- Quelques agents en administration centrale, désignés par la suite par « responsables nationaux de la collecte », assument la responsabilité de l'ensemble de la collecte. Ceux-ci ont notamment pour rôle de programmer les évolutions de la fiche d'exploitation RIDEA et des contrôles embarqués dans celle-ci. Ils sont responsables du chargement des données dans les fiches, soit en début de collecte pour l'initialisation, soit en cours de collecte, à mesure que les sources administratives deviennent disponibles (chargement des montants et caractéristiques des subventions PAC). Ils gèrent les habilitations des responsables régionaux de la collecte.

- Enfin, des enquêteurs pourraient être amenés à interroger les agriculteurs, en face à face ou par téléphone, dans le cas où la collecte des nouvelles thématiques couvertes par l'enquête leur serait confiée (cf. supra). Ceux-ci devraient alors disposer d'un outil de collecte adapté, déployé sur ordinateur ou tablette et pouvant fonctionner sans connexion à internet.

Programmation des questionnaires et des contrôles

Avant le lancement de la collecte (prévu actuellement en mars N+1), les responsables nationaux de la collecte préparent la nouvelle version de la fiche d'exploitation RIDEA qui sera mise en collecte. Ils mettent à jour les contrôles de cohérence embarqués dans le questionnaire.

L'applicatif de collecte doit donc prévoir un outil de conception du questionnaire et de programmation des contrôles embarqués. Compte tenu de la complexité de la fiche d'exploitation RIDEA, cet outil doit être particulièrement souple et disposer de fonctionnalités de mise en page étendues. Il paraît nécessaire que cet outil repose sur un langage de programmation de haut niveau, notamment pour programmer les contrôles, qui peuvent nécessiter plusieurs calculs intermédiaires, faisant appel à de multiples variables.

La saisie des questionnaires

Le logiciel de collecte devra intégrer les fonctionnalités classiques d'un logiciel d'enquête (gestion de différents types de questions, intégration de boucles, filtres, contrôles embarqués, etc.).

Une des spécificités de la fiche d'exploitation du RIDEA tient au volume et à la complexité des données collectées (cf. annexe). Les comptables doivent renseigner plusieurs dizaines (parfois centaines) d'informations dans la fiche d'exploitation RIDEA, ce qui implique plusieurs heures de saisie. La période de collecte s'étale sur plusieurs mois (actuellement, de mars à septembre), au cours desquels les comptables peuvent revenir plusieurs fois sur la fiche, pour corriger ou justifier certaines données saisies.

A titre d'exemple, la fiche d'exploitation RIDEA comprend : des données comptables détaillées (produits enregistrés par l'exploitation, charges, éléments d'actif, passif), des données sur la main d'œuvre (effectif, répartition homme / femme, salaires versés, nombre d'heures travaillées) ; des informations sur les cultures pratiquées par l'exploitation (surface, production, rendement, ventes, autoconsommation, stocks à l'ouverture et à la clôture des comptes, en valeur monétaire et en quantité, par type de culture) ; des informations sur les animaux d'élevage (effectif, stocks à l'ouverture des comptes et à la fermeture, ventes, achats, en valeur monétaire et en quantité... à renseigner par catégorie détaillée d'animal) ; ...

Ces données doivent pouvoir être présentées sous forme de tableaux complexes, mais affichés de manière claire et lisible. En outre, du fait de la longueur de la fiche d'exploitation et des thématiques variées qu'elle recouvre, celle-ci doit être structurée en plusieurs parties, entre lesquelles il doit être possible naviguer de manière fluide.

L'applicatif de collecte devra donc être robuste et capable d'afficher et de structurer une grande quantité d'informations de manière claire.

Chargement de données externes dans les questionnaires

Afin de limiter au maximum les informations à collecter ou à saisir, les fiches d'exploitation RIDEA doivent pouvoir être pré-remplies via des données issues de sources administratives externes. Il peut s'agir notamment d'informations sur les subventions PAC reçues par l'exploitation, ou d'autres sources administratives, telles que la BDNI. Le chargement de ces données est effectué, de façon autonome, par les responsables nationaux de la collecte ; il est effectué au lancement de la collecte, ou pendant la collecte, à mesure que les sources concernées deviennent disponibles.

L'applicatif de collecte devrait également offrir la possibilité aux comptables de charger, par fichier, les données relatives à plusieurs fiches d'exploitations, de manière à limiter leur temps de saisie des fiches. Ce chargement devrait pouvoir être effectué de manière autonome par les comptables. Ces données, issues de leur logiciel comptables (et contenant notamment des éléments du compte de résultat ou du bilan), seraient rassemblées sous la forme d'un fichier au format prédéfini (csv par exemple).

Des contrôles de cohérence particulièrement nombreux

Le relevé d'information RIDEA doit être assorti d'un ensemble de contrôles de cohérence, visant à assurer, dès la saisie, la qualité des informations renseignées. Ces contrôles, particulièrement nombreux – plusieurs milliers –, reproduisent en grande partie ceux mis en œuvre par la Commission européenne pour contrôler les données que les Etats membres lui transmettent (et qui sont en perpétuelle évolution).

Les contrôles peuvent donner lieu à la correction, par les comptables, des données saisies, ou à leur justification. Dans ce cas, le contrôle se comporte comme une nouvelle question, à laquelle le comptable doit répondre sous forme textuelle ou sous forme de réponse prédéfinie. Certains contrôles peuvent être bloquants et empêcher la validation de la fiche d'exploitation ; d'autres ne peuvent nécessiter qu'une justification.

Les contrôles, bien que nombreux, doivent être effectués à la volée sans ralentir la saisie ou la navigation dans les fiches. Comme indiqué précédemment, leur programmation doit rester à la main des responsables nationaux de la collecte.

Un processus de validation faisant intervenir de nombreux acteurs

Une fois les fiches d'exploitations saisies par les comptables, celles-ci doivent être validées par les responsables régionaux de la collecte. Ils s'appuient pour cela sur les contrôles et les justifications apportées à ceux-ci par les comptables. Si celles-ci sont satisfaisantes, ils valident la fiche ; dans le cas contraire, ils peuvent « invalider » la fiche d'exploitation et les comptables doivent alors y apporter des corrections ou revoir leurs justifications. Dans certaines situations particulières, la validation d'une fiche ne peut être effectuée que par les responsables nationaux de la collecte.

Ces opérations de validation se déroulent tout au long de la collecte, mais sont particulièrement intenses au cours du dernier mois de la collecte. Le dispositif de validation doit être conçu de manière ergonomique, de manière à faciliter le travail des responsables de la collecte.

Option : spécificités de l'application informatique de collecte, en cas de collecte par enquêteur.

Dans le cas où les informations du RIDEA seraient collectées par enquêteur, il faudrait que l'application de collecte puisse fonctionner en mode déconnecté. En l'absence de recours à un enquêteur, une application web peut suffire – comme c'est le cas actuellement.

Accompagnement des équipes

La mise en place d'une nouvelle application de collecte nécessitera une phase d'appropriation du nouvel outil par les équipes en charge du RICA. Un cycle de formation devra donc être prévu pour les responsables nationaux de la collecte, les responsables régionaux, mais également pour les comptables, en charge de la saisie des questionnaires. Ces formations devront avoir lieu au plus tard en 2027 et 2028, pour préparer la collecte du RIDEA prévue en 2029.

De plus, comme les responsables nationaux de la collecte devront poursuivre leurs opérations de collecte de l'enquête actuelle tout au long du projet, ils ne seront pas disponibles pour reprogrammer l'ensemble du questionnaire et des contrôles d'ici 2028/2029. Le prestataire devra donc prendre à sa charge la première programmation du questionnaire et des contrôles dans des délais compatibles avec la première collecte RIDEA en 2029.

Prestations complémentaires

Il est envisagé que le logiciel de collecte soit utilisé par d'autres enquêtes menées par le SSP : le nombre de ces enquêtes n'est pas connu pour le moment, ni leurs nombres d'utilisateurs. Des développements spécifiques pourraient être nécessaires à la bonne réalisation de ces enquêtes.

Calendrier

Dans l'état actuel des réflexions, le calendrier de mise en place du nouveau dispositif de collecte serait le suivant :

- Livraison en mode SaaS T2 2026 ;
- Livraison du logiciel sans fonctionnalités supplémentaires : T4 2026 ;
- Fonctionnalités supplémentaires ou absentes de la solution initial : développement T2 à T4 2026 puis recette jusqu'au T2 2027 ; livraison T2 2027 ;
- Formation des responsables nationaux de la collecte pour T2 2026 ; formation des autres acteurs en T1 2027 ;
- Formation et accompagnement des équipes techniques entre 2026 et 2027.

Article V – Protection des informations communiquées

Il est entendu que les réponses apportées par les opérateurs économiques sont protégées par le secret des affaires. (L.2132-1 du code de la commande publique)

L'exploitation des réponses est réalisée par les personnels du MAASA. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet. Aucune information contenue dans ce document ou ayant fait l'objet de discussions ne sera divulguée.

Les opérateurs économiques sont informés que les réponses apportées dans le cadre de cette demande d'informations pourront être utilisées par le MAASA pour préparer d'éventuelles consultations ultérieures. Dans le cas où la réponse de l'opérateur comporterait des informations confidentielles, celles-ci devront être regroupées dans une annexe dûment identifiée. L'entreprise devra alors préciser la nature exacte de la restriction d'utilisation associée qu'elle souhaite voir appliquer par le MAASA.

Article VI – Modalités de correspondance et de remise des réponses

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> - Référence RFI_RIDEA_2026

Les réponses doivent être envoyées au plus tard **le 19 décembre 2025 à 12h00**.

➤ Contenu des dossiers de réponse

Les réponses à la présente demande d'informations devront être communiquées sous la forme d'un dossier de présentation comportant :

- Une plaquette présentant l'activité principale et la dimension de l'entreprise, ses partenaires et clients ;
- Les réponses à tout ou partie du questionnaire, en complétant directement le document « support de réponse » joint à la présente note.

Le MAASA accepte tout autre document qui pourrait présenter un intérêt pour la réalisation de son étude. Les réponses à cette demande d'informations sont attendues en langue française.

➤ Demande de précisions

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via PLACE.

Les réponses sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait de la demande d'informations. Il est donc vivement recommandé aux opérateurs économiques de s'identifier lors du retrait des documents.

➤ **Entretiens complémentaires**

À l'issue de la demande d'informations, il n'est pas prévu d'entretien systématique avec les répondants. Le MAASA pourra toutefois être amené à contacter certains opérateurs économiques pour leur poser des questions complémentaires, en visioconférence ou par écrit, visant à une meilleure compréhension des réponses.

➤ **Rémunération des réponses et des éventuels entretiens complémentaires**

Les opérateurs économiques répondant à la demande d'informations ou à des questions complémentaires, que ce soit en visioconférence ou par écrit, ne peuvent prétendre à aucune rémunération ni indemnité.